

Le 8 mars : La Journée internationale des Femmes

Un siècle de combat contre les inégalités

Cette journée trouve son origine dans les manifestations de femmes au début du XXe siècle en Europe et aux États-Unis, réclamant des meilleures conditions de travail et le droit de vote. Elle a été officialisée par les Nations unies en 1977, invitant chaque pays de la planète à célébrer une journée pour les droits des femmes. En France, la Journée de la femme, le 8 mars, est officiellement instauré sous le gouvernement Mitterrand en 1982.

C'est une journée de manifestations à travers le monde, l'occasion de revendiquer l'égalité, de faire un bilan sur la situation des femmes, de rappeler que les inégalités et les discriminations entre hommes et femmes, 95 ans plus tard, existent toujours.

Traditionnellement les groupes et associations de femmes militantes préparent des manifestations en France * et partout dans le monde. Le 8 mars 2007 sera, une fois de plus, l'occasion de démontrer que la situation des femmes est toujours une raison de lutte, contre les violences sociales et conjugales, les inégalités face à l'emploi, le sexisme ou encore le machisme ordinaire.

Des diplômes en plus, des responsabilités en moins

Si les rapports sociaux entre les femmes et les hommes demeurent empreints d'inégalité, on s'accorde aujourd'hui sur la nécessité de les transformer en profondeur.

Bien que les filles soient davantage diplômées que les garçons, elles s'orientent moins vers les filières porteuses d'avenir telles que les sciences et les techniques. Dès lors, l'éventail de métiers auxquels elles peuvent prétendre s'en trouve limité. Les femmes se regroupent ainsi massivement dans des activités professionnelles qui relèvent de l'éducation, du soin aux personnes et de l'assistance.

Par ailleurs, elles sont plus souvent au chômage et bénéficient de conditions de travail plus défavorables tant au niveau des salaires, des temps partiels subis que des contrats de travail précaires. Enfin, elles accèdent moins facilement que leurs homologues masculins à des postes à responsabilités, extrêmement minoritaires aux niveaux des postes de direction (1/4 des cadres ; 1/5 des chefs d'entreprises.)

Malgré les réformes et d'évidents progrès, les femmes restent également minoritaires parmi nos élus. Si la loi sur la parité a permis de faire élire beaucoup plus de femmes dans les conseils municipaux (47,5 % des conseillers dans les communes de plus de 3 500 habitants en 2001) et régionaux (pour ces derniers 27,5 % de femmes élues en 1998, 47,6 % en 2004), elles n'ont pas forcément accédé à des fonctions de responsabilité locale (seulement 6,6 % des maires des communes de plus de 3 500 habitants en 2001.) Dans les conseils généraux, les résultats sont pour l'instant décevants (10,9 % des conseillers généraux sont des femmes en 2004 contre 8,6 % en 1998.) Seulement 12,3% des députés français et 17% des sénateurs sont des femmes. A titre de comparaison ce taux est de :

- 28% en Espagne
- 30% en Allemagne
- 42% en Suède.

Le Parti Socialiste a choisi pour sa part de présenter 50% de femmes comme candidates aux prochaines élections législatives de juin 2007. L'UMP en aura moins de 30% préférant s'acquitter d'une amende... Quant à l'UDF on ne sait pas encore mais la pente est rude, c'est le groupe le moins féminin de toute l'Assemblée Nationale : 1 femme pour 28 hommes (soit 4 %) ! Les idées avancent mais encore trop lentement sur les scrutins uninominaux.

Et je me réjouis qu'avec Ségolène Royal il y ait 3 autres femmes de gauche candidates à l'élection présidentielle. Une chose est certaine : les avancées des unes soutiennent les avancées des autres et aucun des pas franchis par les femmes de France, d'Allemagne, du Chili, du Rwanda, du Québec ou d'Islande n'est dérisoire.

Des atteintes à l'intégrité physique et morale

Les inégalités qui se font jour à l'encontre des femmes se manifestent aussi par des violences sexistes : une femme en couple sur dix est confrontée à des violences de la part de son conjoint, les jeunes femmes âgées de 20 à 24 ans étant deux fois plus concernées que leurs aînées. En outre, 50 000 femmes âgées de 20 à 59 ans ont été victimes de viol au cours de l'année 2000-1. Deux femmes sur dix font l'objet de discriminations au cours de leurs études, dans leur recherche d'emploi, dans l'exercice de leur activité professionnelle.

Une socialisation différenciée qui continue à figer les rôles.

Des disparités subsistent également dans le partage des temps au sein du couple, les femmes assurant encore aujourd'hui presque deux tiers des tâches domestiques (5h/jour pour les femmes contre 2h30/J pour les hommes en moyenne en France, le temps ménager des femmes n'a diminué que 17mm de 1985 à 1995)

Ces inégalités sont le fruit d'une socialisation encore trop stéréotypée, enjoignant chacun des sexes à occuper des places différenciées sur l'échiquier social.

Dès le plus jeune âge, les filles apprennent à être passives, dépendantes et à se soucier des autres, parfois au détriment de leur propre estime. Pour épouser les standards propres à leur sexe, les garçons sont, encouragés à des comportements d'indépendance et d'affirmation de soi.

Grâce au travail, sur l'égalité entre les femmes et les hommes, mené depuis de nombreuses années, on pourrait penser que ces valeurs éducatives ne sont plus de mise et que les enfants ne répondent plus à ces rôles.

Cette socialisation différenciée amène, comme nous l'avons dit, les filles et les garçons à privilégier des voies d'orientation différentes (les filles le social, l'éducation, les domaines littéraires, les garçons la technique, scientifique...) à convoiter des métiers différents et à établir des choix de vie différents. Si l'on parvient à agir sur cette éducation, on peut éviter l'émergence et l'aggravation des inégalités de sexe.

Mobiliser les acteurs autour d'un modèle égalitaire.

La promotion de l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes, s'inscrit désormais dans le cadre de politiques tant européenne que nationale. Ainsi, la convention interministérielle du 25 février 2000 établit une politique globale d'égalité des chances entre les filles et les garçons du préélémentaire à l'enseignement supérieur. Elle vise à améliorer l'orientation scolaire et professionnelle des filles ainsi qu'à promouvoir une éducation fondée sur le respect mutuel des filles et des garçons par une réflexion sur les stéréotypes

concernant les rôles sexués. Force est de constater que peu d'établissements scolaires s'attachent à développer des activités autour de l'égalité des sexes et à promouvoir le genre dans tous les domaines de la vie. Mais l'Ecole seule ne peut rien faire sans l'environnement de l'enfant dans son ensemble: les parents, les membres de la famille, les intervenants extra scolaire, les amis, les auteurs et les concepteurs de livres et de dessins animés et bien d'autres encore jouissent d'une position privilégiée. Ils ont le pouvoir de proposer à l'enfant, différents modèles de femmes et d'hommes qui vont influencer sa façon d'être une fille ou un garçon empreint de l'égalité des chances et en cela faire avancer un modèle de société plus égalitaire

* Journée Internationale des Femmes à Barjols _ 8/9/10 mars 2007

1 Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France (ENVEFF), 2001. Disponible sur le site www.social.gouv.fr/femmes/actu/doss_pr/enquete.htm.

2 Les chiffres clés de l'égalité entre les femmes et les hommes 2002, L'égalité en marche, publication du Service Central aux Droits des Femmes et à l'Egalité.

Pour plus d'informations : www.social.gouv.fr/femmes rubrique « les outils de communication ».

JE REFUSE

je refuse d'être exclue :

- Des lieux de décision politique

en France, sur 22 régions, une seule femme est présidente, 12,3% des députés et 9,8% des conseillers généraux seulement sont des femmes.

- Des lieux de décision économique : les Conseils d'Administration des sociétés du CAC40 comptent seulement 5% de femmes. Elles ne sont que 11,5% à diriger des entreprises de plus de 50 salariés.

je refuse les inégalités sociales entre les femmes et les hommes

La déqualification des emplois

- En France, les emplois non qualifiés du secteur tertiaire sont tenus à 80% par des femmes.

- 27% des femmes travaillent à temps partiel (en grande partie contre leur gré) pour 4,7% des hommes.

L'inégalité des salaires

- Les femmes gagnent en moyenne 27% de moins que les hommes.

La pauvreté programmée

- La majorité des travailleurs pauvres en France sont des femmes travaillant à temps partiel ou qui sont au chômage

- Les familles monoparentales sont assumées à 85% par des femmes.

je refuse le maintien des stéréotypes et le sexisme

- L'instrumentalisation et l'exploitation commerciale du corps des femmes**, la dictature du top modèle, les injures sexistes, le harcèlement sexuel, la prostitution.

- Le renvoi des femmes à deux rôles inconciliables** : "la maman et la putain".

- La dévalorisation et l'invisibilité des charges assumées par les femmes**

je refuse les atteintes à l'intégrité physique et à la vie

Les violences conjugales, le viol, les mutilations, l'excision, la lapidation, l'avortement sélectif des fœtus filles ...

je refuse que, dans le monde, une femme meure toutes les quatre secondes et qu'en France une femme meure tous les 3 jours du seul fait qu'elle soit FEMME

je refuse que les femmes soient encore asservies enfermées, voilées, réduites à la domesticité, mariées de force, assignées à la résidence du mari.

je suis féministe

je suis féministe parce que je défends les droits de la personne humaine sans la hiérarchisation des sexes

**je suis féministe parce que je veux réaliser
l'égalité dans le respect de l'autre
la mixité partout : au travail, en politique, à l'école
la parité, vivre et décider en pairs, ensemble, à égalité totale**

je suis féministe parce que je veux construire
***un monde libre* : la fin de l'asservissement sexuel, idéologique, économique partout sur la planète.**
***un monde démocratique* : le pouvoir ne doit plus être confisqué par une minorité qui cumule les mandats ou occupe tous les postes de décision.**
***un monde juste* : afin que, partout, chacun et chacune est un droit égal à l'éducation, la santé, l'emploi, la formation, la culture**
***un monde laïque* : les femmes n'ayant jamais rien eu à gagner d'un ordre religieux.**

Je soutiens les propositions de Ségolène

« Alors viendra le temps
des femmes... »

- Le Smic à 1 500 euros : Deux fois plus de femmes que d'hommes sont au SMIC !
- Augmentation de 5 % des petites retraites tout de suite : 83 % des personnes percevant le minimum vieillesse sont des femmes !
- Lutte contre le travail précaire en encourageant les entreprises à transformer les contrats précaires, CDD, intérim, en CDI : Les femmes constituent 80 % des travailleurs pauvres, 82 % des temps partiels.
- Pour une sécurité sociale professionnelle : Le retour à l'emploi pour les femmes ayant cessé de travailler pour élever leurs enfants est souvent très difficile.
L'accès à une formation qualifiante et une aide personnalisée constituent des outils majeurs de réinsertion professionnelle, sans passer par la case chômage.
- Création d'un service public de la petite enfance : Les parents doivent avoir la certitude de trouver un mode d'accueil dès la fin du congé de maternité.
- Développement du maintien à domicile et augmentation des structures d'accueil des personnes âgées : Après avoir élevé leurs enfants, c'est d'abord les femmes qui sont mobilisées pour compenser l'insuffisance de structures d'accueil pour personnes âgées.
- Accès à la contraception gratuite pour les femmes de moins de 25 ans : Ségolène Royal avait déjà décidé de distribuer la pilule du lendemain dans les lycées, la contraception doit être gratuite pour les jeunes.
- Loi-cadre contre les violences faites aux femmes : Tous les 3 jours, une femme meurt en France des coups de son (ex)compagnon. Il faut, comme en Espagne, une prise de conscience et une mobilisation collective. Ce sera la première loi présentée au Parlement.
- Non-cumul des mandats pour les parlementaires, parité hommes/femmes : L'égalité politique est une condition de l'égalité sociale et du renouvellement de la représentation.

Ségolène Royal propose de changer le quotidien des femmes

Dès, le 22 avril :
les femmes avec Ségolène Royal